

DU CAPITALISME A LA CIVILISATION

1. LE CAPITALISME : UNE PARENTHÈSE DANS L'HISTOIRE

Le capitalisme n'est pas le produit d'une apparition brutale, presque magique, qui aurait choisi le triangle Londres/Amsterdam/Paris pour se constituer dans le temps court de la Réforme-Renaissance du XVI^e siècle. Trois siècles plus tôt il avait trouvé une première formulation dans les villes italiennes. Des formules premières brillantes mais limitées dans l'espace, étouffées par le monde européen « féodal » ambiant, et de ce fait ayant essuyé des défaites successives conduisant à l'avortement de ces premières expériences. On peut même discuter d'antécédents divers à celles-ci, dans les villes marchandes des « routes de la Soie », de la Chine et de l'Inde au Moyen Orient islamique arabe et persan. Plus tard 1492, avec la conquête des Amériques par les Espagnols et les Portugais, amorce la création du système mercantiliste/esclavagiste/capitaliste. Mais les monarchies de Madrid et de Lisbonne ne sauront pas donner sa forme définitive au mercantilisme, que les Anglais, les Hollandais et les Français vont inventer à leur place. Cette troisième vague de transformations sociales, économiques, politiques et culturelles, qui va produire la transition au capitalisme dans la forme historique que nous lui connaissons (« l'Ancien Régime ») est impensable sans les deux vagues qui l'ont précédé. Pourquoi n'en serait-il pas de même du socialisme: un processus de long apprentissage pluriséculaire d'invention d'un stade plus avancé de la civilisation humaine ?

Le moment de l'apogée du système capitaliste historique est bref : à peine un siècle sépare les révolutions industrielle et française de celle de 1917. C'est le siècle à la fois de l'accomplissement de ces deux révolutions qui s'emparent de l'Europe et de son enfant nord américain, de la remise en question de celles-ci (de la Commune de Paris – 1871 – à la révolution de 1917), et de l'achèvement de la conquête du monde, qui semble accepter son sort.

Ce capitalisme historique peut-il poursuivre son déploiement en permettant aux périphéries de son système de « rattraper leur retard » pour devenir des sociétés capitalistes pleinement « développées » à l'image de ce que sont celles de ses centres dominants ? Si cela était possible, si les lois du système le permettaient, alors le « rattrapage » par et dans le capitalisme s'imposerait comme une force objective incontournable, un préalable nécessaire au socialisme ultérieur. Mais voilà, cette vision, si banale et dominante puisse-t-elle être, est simplement fautive. Le capitalisme historique est – et continuera à être – polarisant par nature, rendant le « rattrapage » impossible.

2. L'ACCUMULATION PAR DEPOSSESSION EST PERMANENTE DANS L'HISTOIRE DU CAPITALISME REELLEMENT EXISTANT

La vulgate idéologique de l'économie conventionnelle et de la « pensée » culturelle et sociale qui l'accompagne prétend que l'accumulation est financée par l'épargne – vertueuse – des « riches » (les propriétaires opulents), comme des nations. L'histoire ne conforte pas cette invention des puritains anglo-américains. Elle est, au contraire, celle d'une accumulation largement financée par la dépossession des uns (la majorité) au profit des autres (une minorité). Marx a analysé avec rigueur ces processus qu'il a qualifié d'accumulation

primitive, dont la dépossession des paysans anglais (les « enclosures »), celle des paysans irlandais (au profit de landlords anglais conquérants), celle de la colonisation américaine constituent les témoignages éloquentes. En réalité cette accumulation primitive ne se situe pas exclusivement aux origines lointaines et dépassées du capitalisme. Celle-ci se poursuit encore aujourd'hui.

La dépossession n'a pas frappé seulement les populations paysannes – la grande majorité des peuples d'autrefois. Elle a détruit les capacités de production industrielle (artisanats et manufactures) de régions naguère et longtemps plus prospères que l'Europe elle-même : la Chine et l'Inde entre autres.

L'accumulation par dépossession des siècles du mercantilisme a largement financé le déploiement du luxe des trains de vie des classes dirigeantes de l'époque (« l'Ancien Régime »), sans avoir bénéficié aux classes populaires, dont les niveaux de vie se dégradent souvent – elles sont elles-mêmes victimes de l'accumulation par dépossession de fractions importantes des paysanneries. Mais elle a surtout financé un extraordinaire renforcement des pouvoirs de l'Etat modernisé, de son administration et de sa puissance militaire. Les guerres de la Révolution et de l'Empire, qui font la jonction entre l'époque mercantiliste précédente et celle de l'industrialisation ultérieure, en témoignent. Cette accumulation est donc à l'origine des deux transformations majeures qui feront le XIXe siècle : la première révolution industrielle, la conquête coloniale facile.

Les classes populaires ne bénéficient pas de la prospérité coloniale des premiers temps, jusque tard dans le XIXe siècle, comme en témoigne le tableau désolant de la misère ouvrière en Angleterre, décrite par Engels. Mais ils ont l'échappatoire de l'émigration en masse, qui s'accélère au XIXe et XXe siècles. Au point que la population d'origine européenne soit devenue supérieure à celle des régions d'origine de leur émigration. Imagine-t-on aujourd'hui deux ou trois milliards d'Asiatiques et d'Africains disposant de tels avantages ?

L'impasse capitaliste se manifeste avec une évidence éclatante à propos de la question agraire.

La voie de développement du capitalisme historique est fondée sur l'appropriation privée du sol agraire, la soumission de la production agricole aux impératifs du « marché », et, à partir de là, l'expulsion progressive et accélérée de la population paysanne au bénéfice d'un petit nombre d'agriculteurs capitalistes, qui ne sont plus des paysans, et finissent par ne représenter plus qu'un pourcentage insignifiant de la population (de 5 à 10%), mais capable de produire suffisamment pour nourrir (bien) l'ensemble des peuples des pays concernés, et même exporter des surplus de production importants. Cette voie, initiée par l'Angleterre au XVIIIe siècle (avec les « enclosures »), progressivement étendue à l'ensemble de l'Europe au XIXe siècle, définit l'essence de la voie historique du développement capitaliste.

Cette voie capitaliste n'a été possible que parce que les Européens ont disposé de la gigantesque soupape de sécurité que représentait l'immigration vers les Amériques, dont on a vu l'ampleur plus haut. Or celle-ci n'existe tout simplement pas pour les peuples des périphéries d'aujourd'hui. De surcroît l'industrialisation moderne ne pourrait absorber qu'une faible minorité des populations rurales concernées, parce que, en comparaison avec les industries du XIXe siècle, celles d'aujourd'hui intègrent des progrès technologiques – condition de leur efficacité – qui économisent la main d'œuvre qu'elles emploient. La voie capitaliste ne peut produire ici que « la planète des bidonvilles » (visible dans le tiers monde capitaliste contemporain), produire et reproduire indéfiniment du travail à bon marché. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle cette voie est politiquement infaisable. En Europe, en Amérique du Nord et au Japon la voie capitaliste – associée au débouché de l'émigration et aux profits de l'impérialisme – a bien créé – tardivement – les conditions d'un compromis social capital-travail

(particulièrement visible dans l'après seconde guerre mondiale avec le *Welfare State*, mais dont des formes moins explicites existaient déjà depuis la fin du XIXe siècle). Les conditions d'un compromis de ce modèle n'existent pas dans les périphéries d'aujourd'hui. La voie capitaliste en Chine ou au Vietnam par exemple, ne peut pas fonder une alliance populaire large solide, intégrant la classe ouvrière et l'ensemble de la paysannerie. Elle ne peut trouver sa base sociale que dans les nouvelles classes moyennes devenant les bénéficiaires exclusives de ce développement. La voie « sociale-démocrate » est donc interdite ici. L'alternative incontournable est celle d'un modèle de développement « paysan ».

Un regard en arrière sur l'histoire des sociétés du monde antérieur à la conquête européenne peut éclairer ici notre propos et peut être même inspirer des réponses socialistes efficaces au défi de notre temps. La Chine des siècles qui précèdent l'intervention brutale des Européens à partir de 1840 a mis en œuvre un modèle de développement agraire différent de celui inauguré par la voie capitaliste des « enclosures ». La voie chinoise – qui ne disposait pas de la possibilité de l'émigration massive de son surplus de paysans – était fondée sur l'intensification de la production (rendements à l'hectare en progression) par l'association d'une dose croissante de travail, des connaissances améliorées de la nature, des inventions techniques appropriées et l'élargissement de la sphère d'échanges marchands non capitalistes. Cette formule a été poursuivie par la Chine maoïste et même post maoïste. Elle avait fait en son temps, au XVIIIe siècle, l'admiration des Européens (le livre d'Etiemble, *L'Europe chinoise* en témoigne éloquemment) et inspiré les physiocrates français. On l'a oublié aujourd'hui. C'est cette voie qui a donné à la Révolution française son caractère spécifique de révolution paysanne, fut-elle associée et progressivement dominée par la bourgeoisie. Je prétends qu'il faut garder ces réflexions présentes à l'esprit dans l'élaboration des politiques de développement à orientation socialiste d'aujourd'hui.

Car la voie capitaliste est-elle « plus efficace » ? L'idéologie dominante – celle du capitalisme – confond dans sa réponse rentabilité pour le capital et efficacité sociale. Si la voie capitaliste permet par exemple de multiplier par dix la production par travailleur rural en un temps défini, celle-ci peut paraître d'évidence d'une efficacité indiscutable. Mais si dans le même temps le nombre des emplois ruraux a été divisé par cinq, qu'en est-il de l'efficacité sociale de cette voie ? La production totale aura été multipliée par deux, mais quatre ruraux éliminés sur cinq ne peuvent plus ni se nourrir par eux mêmes, ni produire un excédent modeste pour le marché. Si la voie paysanne qui stabilise le chiffre de la population rurale ne multiplie dans le même temps leur production par tête que par deux, la production totale, elle même doublée, nourrit tous les ruraux et produit un excédent commercialisable qui peut être supérieur à celui offert par la voie capitaliste dès lors qu'on déduit de celle-ci l'auto-consommation des paysans qu'elle élimine. Une comparaison entre la « voie française » et la « voie anglaise » au XIXe siècle illustrerait notre propos. La seconde n'a d'ailleurs été possible que grâce à l'émigration en masse et à l'exploitation forcée des colonies. Les historiens chinois ont parfois eu l'intuition forte de la validité de cette comparaison entre les deux voies

3. VERS UNE SECONDE VAGUE DE LIBERATION DES PEUPLES : LE SOCIALISME DU XXI IEME SIECLE.

Le moment de l'apogée du système est donc bref : à peine un siècle. Le XXe siècle est celui de la première vague de grandes révolutions conduites au nom du socialisme (Russie, Chine, Vietnam, Cuba) et de la radicalisation des luttes de libération de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine (les périphéries du système impérialiste/capitaliste), dont les ambitions s'exprime à travers le « projet de Bandoung » (1955-1981).

Cette concomitance n'est pas le fruit du hasard. Le déploiement mondialisé du capitalisme/impérialisme a constitué pour les peuples des périphéries concernées la plus grande tragédie de l'histoire humaine, illustrant ainsi le caractère destructif de l'accumulation du capital. La loi de la paupérisation formulée par Marx s'exprime à l'échelle du système avec

encore plus de violence que ne l'avait imaginé le père de la pensée socialiste! Cette page de l'histoire est tournée. Les peuples des périphéries n'acceptent plus le sort que le capitalisme leur réserve. Ce changement d'attitude fondamental est irréversible. Ce qui signifie que le capitalisme est entré dans sa phase de déclin.

POUR UN RENOUVEAU SOCIALISTE AU XXIÈME SIÈCLE: LE CONFLIT CAPITALISME/SOCIALISME ET LE CONFLIT NORD/SUD SONT INDISSOCIABLES.

Le conflit Nord/ Sud (centres/périphéries) est une donnée première dans toute l'histoire du déploiement capitaliste. C'est pourquoi la lutte des peuples du Sud pour leur libération – désormais victorieuse dans sa tendance générale- s'articule à la remise en question du capitalisme. Cette conjonction est inévitable. Les conflits capitalisme/socialisme et Nord/Sud sont indissociables. Il n'y a pas de socialisme concevable hors de l'universalisme, qui implique l'égalité des peuples. Dans les pays du Sud les majorités sont victimes du système, dans ceux du Nord elles en sont les bénéficiaires. Les uns et les autres le savent parfaitement bien que souvent soit ils s'y résignent (dans le Sud) soit ils s'en félicitent (dans le Nord). Ce n'est donc pas un hasard si la transformation radicale du système n'est pas à l'ordre du jour dans le Nord, tandis que le Sud constitue toujours "la zone des tempêtes", des révoltes répétées, potentiellement révolutionnaires. De ce fait les initiatives des peuples du Sud ont été décisives dans la transformation du monde comme toute l'histoire du XX ième siècle le démontre. Constaté ce fait permet de situer dans leur cadre les luttes de classes dans le Nord : celui de luttes économiques revendicatives qui en général ne remettent en question ni la propriété du capital ni l'ordre mondial impérialiste. Cela est particulièrement visible aux Etats-Unis dans le cadre d'une culture politique du consensus. La situation est plus complexe en Europe du fait de sa culture politique du conflit opposant droite et gauche, depuis les Lumières et la révolution française, puis ensuite avec la formation d'un mouvement ouvrier socialiste et la révolution russe (cf S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). Néanmoins l'américanisation des sociétés européennes, en cours depuis 1950, atténue graduellement ce contraste. De ce fait également les modifications de la compétitivité comparée des économies du capitalisme central, associées aux développements inégaux des luttes sociales, ne méritent pas d'être placées au centre des transformations du système mondial, ni au cœur des différentes variantes possibles des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe, comme le pensent beaucoup des partisans du projet européen. De leur côté les révoltes du Sud, quand elles se radicalisent, se heurtent aux défis du sous développement. Leurs "socialismes" sont de ce fait toujours porteurs de contradictions entre les intentions de départ et les réalités du possible. La conjonction, possible mais difficile, entre les luttes des peuples du Sud et celles de ceux du Nord constitue le seul moyen de dépasser les limites des uns et des autres. Cette conjonction définit ma lecture du marxisme. Une lecture qui part de Marx, refuse de s'arrêter à lui, ou Lénine ou Mao. Un marxisme conçu comme méthode d'analyse et d'action (la dialectique matérialiste) et non comme l'ensemble des propositions tirées de l'usage de celle ci, et donc un marxisme qui ne craint pas de rejeter certaines conclusions, fussent elles de Marx, un marxisme sans rivages, toujours inachevé.